



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ,
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Appel à projets

Consolidation du nombre de facilitateurs et de coordinateurs régionaux sur le territoire national - volet social Région Grand Est

Appel à projets mis en œuvre dans le cadre du Plan national des achats durables (PNAD)
2022-2025

Année 2026

Contexte :

Le plan national des achats durables (PNAD) 2022-2025 est structuré autour de deux volets : un volet environnemental porté par le Commissariat général au développement durable (CGDD) et un volet social dont le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles (MTSSF) est un des porteurs, notamment à travers ses services déconcentrés : les directions régionales et départementales de l'emploi, de l'économie, du travail et des solidarités¹.

Ce plan se présente comme une feuille de route nationale donnant le cadre des actions à mener sur les années 2022 à 2025 en termes de politique environnementale et de développement social de la commande publique et privée. Une nouvelle stratégie interministérielle est en construction pour les années à venir.

Une des actions du volet social du PNAD 2022-2025 est le développement du réseau des facilitateurs et coordinateurs régionaux de la clause sociale d'insertion (CSI), pour accompagner prioritairement les acheteurs soumis au code de la commande publique, et plus particulièrement les acheteurs de l'État, et soutenir, le cas échéant, les acheteurs privés notamment dans le cadre des projets qu'ils mènent en lien avec les acteurs publics. Cet accompagnement couvre plusieurs aspects : la définition précise de la clause sociale d'insertion et le dimensionnement des heures pouvant être dégagées en lien avec les acheteurs, le suivi de la mise en œuvre de cette clause sociale d'insertion en accompagnant les entreprises titulaires des marchés à la bonne exécution de cette clause et en veillant à la qualité du parcours du bénéficiaire. Les clauses sociales d'insertion doivent contribuer à une insertion durable des bénéficiaires dans l'emploi. Le coordinateur et le facilitateur travaillent pour cela en collaboration avec les différents acteurs du territoire, notamment le service public de l'emploi, les SIAE, les entreprises adaptées et les ESAT².

Le facilitateur de la clause sociale d'insertion est ainsi un maillon essentiel entre les différentes parties prenantes. Il aide à la définition et au calibrage de la clause sociale d'insertion, accompagne et suit sa mise en œuvre tout en étant une personne ressource pour les différents acteurs.

Le coordinateur régional est l'interlocuteur privilégié des acheteurs régionaux. Il assure l'interface entre les différents acteurs et les facilitateurs, et entre les facilitateurs d'une même région ou d'un même département.³

A. Objectifs de l'appel à projets :

Cet appel à projets (AAP) a pour objectif de poursuivre l'accompagnement du développement des clauses sociales d'insertion prioritairement dans les marchés publics de l'État en consolidant le nombre actuel de facilitateurs (environ 600 ETP⁴) et de coordinateurs dans les régions.

Il s'inscrit dans la démarche globale du PNAD 2022-2025 qui avait fixé un objectif de 30% des contrats (marchés, concessions) incluant une considération sociale⁵ en 2025, en cohérence avec le cadre de la loi climat et résilience du 22 août 2021 qui impose, à compter du 21 août 2026 au plus tard, des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à

¹ DREETS, DRIEETS en Ile-de-France DEETS en outre-mer pour l'échelon régional et DDETS pour l'échelon départemental.

² Retrouvez l'ensemble des structures inclusive sur Le Marché de l'inclusion

³ Le cadrage attendu de ces deux postes « facilitateurs » et « coordinateurs » est présenté en annexe

⁴ ETP : équivalent temps plein

⁵ Le PNAD précise : « Une considération sociale est définie comme la prise en compte de la dimension sociale dans l'acte d'achat. La dimension sociale est entendue au sens large, comme par exemple, l'insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap, la lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme/ homme, le respect des exigences éthiques (respect des droits de l'homme...) ou équitables, la performance dans la protection ou la formation des salariés, en lien avec la prestation commandée, etc. »

l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, dans tous les marchés et concessions (hors exceptions) atteignant les seuils européens.

La consolidation du nombre de facilitateurs et de coordinateurs régionaux doit donc garantir la capacité à suivre la forte croissance du nombre de marchés à accompagner et à clausurer, à absorber les conséquences d'une diversification des segments d'achat concernés et donc des métiers proposés aux publics ciblés et poursuivre l'objectif d'une couverture encore meilleure des marchés passés sur l'ensemble du territoire, particulièrement ceux de l'État ou liés à la mise en œuvre de ses programmes (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine,...), au profit d'un nombre plus important de bénéficiaires de ce dispositif d'insertion.

Les facilitateurs sont également invités poursuivre l'amélioration qualitative des considérations sociales inscrites dans les marchés (i.e. nombre d'heures assorties de formations, de tutorat, de marchés réservés, de marchés d'insertion, critère d'attribution de performance sociale de l'offre, de lutte contre les discriminations (notamment femmes-hommes), etc.) et leur diversification (santé et sécurité au travail, formation sous statut scolaire, etc.).

La réalisation de ces ambitions et résultats doit passer par une stabilisation de ce qui est engagé depuis trois ans et la poursuite d'une meilleure prise en compte des besoins (en volume, en qualité et de couverture territoriale) en structurant et professionnalisant **les réseaux des acteurs l'insertion en renforçant l'action des facilitateurs et coordinateurs existants.**

L'appel à projets doit également permettre de continuer la mise en place d'un cadre de référence partagé. Il vise à renforcer l'ingénierie liée à la clause dans une logique de montée en qualité globale du dispositif à l'échelle nationale en lien avec les donneurs d'ordre publics et privés et l'ensemble des acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation professionnelle et de l'inclusion sociale.

Focus sur les enjeux de développement des achats durables sur un territoire :

Pour atteindre l'objectif fixé par le plan national des achats durables PNAD 2022-2025 et mettre les acheteurs publics en conformité avec la loi climat et résilience à compter du 21 août 2026, la mobilisation de l'ensemble des acteurs est nécessaire sur un territoire.

La présence des facilitateurs et coordinateurs doit contribuer à augmenter le nombre de marchés clausés ou de marchés réservés et leur impact sur l'insertion durable dans l'emploi. Les facilitateurs doivent ainsi permettre d'innover, d'accompagner de plus en plus d'acheteurs à inscrire des considérations de qualité (y compris pour prévenir les procédures de marchés réservés infructueuses) et à suivre le devenir des publics concernés.

Le **Marché de l'inclusion** est à ce titre une plateforme utile pour les coordinateurs/facilitateurs : elle permet de prendre connaissance des besoins d'achat ou demandes de devis d'acheteurs, mais également de bien comprendre l'offre de services inclusive sur le territoire portée par 8000 SIAE, EA et ESAT⁶.

En 2022, l'appel à projet a permis de financer 83 ETP de facilitateurs et de coordinateurs supplémentaires.

En 2023, l'appel à projets a permis de financer 77 ETP de facilitateurs et coordinateurs supplémentaires. Le financement de ces ETP est conservé en 2025.

En 2024, 13,5 ETP supplémentaires ont été conventionnés dans 4 régions.

⁶ <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

En 2025, l'appel à projets a permis la consolidation du réseau existant et le renouvellement des conventions des postes de facilitateurs créés pour 3 ans en 2022.

4,7 M € sont dédiés à la contribution de l'Etat au financement des facilitateurs et des coordinateurs en 2026.

Ils doivent permettre :

- de couvrir les conventions en cours et,
- de consolider le réseau par le financement d'un nombre d'ETP correspondant à ceux pour lesquels les conventions sont arrivées à échéance (AAP 2022 et AAP 2023 en particulier), objet du présent appel à projets,
- de couvrir des besoins spécifiques liés à des grands projets et en particulier aux jeux olympiques d'hiver 2030,
- de mettre en place une coordination régionale dans les régions qui n'en sont pas encore dotées.

Il est important de rappeler que le développement de ces postes doit se faire en cohérence avec les besoins identifiés de couverture territoriale et d'acheteurs présents, et que ces nouveaux acteurs du territoire s'engagent à travailler en partenariat les uns avec les autres.

B. Cadre du projet :

Les projets des structures candidates seront déposés auprès de leur DREETS en conformité avec les conditions définies dans le cadre de cet appel à projets.

Cet appel à projet permet le financement de chaque poste conventionné pour 1 an. La convention annuelle entre les structures lauréates et leur DREETS encadre les conditions et modalités de mise en œuvre des projets, notamment les modalités mises en œuvre pour s'assurer de la priorisation de l'accompagnement des marchés de l'État et de ses EPA et des programmes de rénovation urbaine.

Dans une logique de montée en charge rapide et d'impact fort dès sa mise en œuvre, cet appel à projets vise en priorité les structures déjà porteuses de facilitateurs et/ou de coordinateurs et positionnées sur la clause sociale d'insertion.

1- Structures éligibles

Cet appel à projets vise le développement et le renforcement des structures porteuses de la clause sociale d'insertion afin de maintenir la densité du réseau telle que développée au cours des quatre dernières années. Il concerne notamment les associations, les collectivités territoriales ainsi que leurs établissements publics à caractère administratif (EPA).

De nouveaux postes de coordinateurs ne pourront être financés dans le cadre du présent AAP que dans des territoires non encore pourvus et dont le besoin le justifie.

La DREETS identifie les structures candidates qui sont structurantes sur la question des achats socialement responsables et en capacité d'assurer le rôle de coordination. Elle peut solliciter l'avis des coordinateurs et facilitateurs existants, du comité de pilotage national via la DGEFP.

Les candidats aux postes de coordinateurs régionaux doivent être en capacité de transmettre au moins un des documents suivants :

- pour les structures existantes déjà porteuses de facilitateurs et souhaitant assumer la coordination régionale, hors collectivité territoriale : une attestation de structure (type AVE ou autre) mettant en exergue l'implication dans la clause sociale d'insertion et le portage de poste de facilitateurs ou de coordinateurs du porteur de projet.

- pour les structures émergentes :
 - une lettre de recommandation des différents acteurs, dont les facilitateurs déjà présents sur le territoire, attestant du rôle pilote et structurant de la structure sur le sujet de la clause sociale d’insertion ou dans le domaine des achats responsables.
 - à défaut, une attestation de compétences prenant la forme d’une déclaration sur l’honneur et accompagnée d’un rapport d’activité mettant en avant l’expérience de la structure dans le domaine de la clause sociale d’insertion ou des achats responsables.

Les candidatures de ces structures émergentes - qui doivent mettre en exergue la pertinence de leur positionnement sur la clause sociale d’insertion et la cohérence de leur projet au regard des attendus de cet AAP - seront soumises à l’appréciation du comité technique national décrit ci-après.

La consolidation du nombre de facilitateurs (en ETP) et de coordinateurs doit se faire en cohérence avec le développement des effectifs depuis 2022 et au regard des éventuels besoins non couverts du territoire (zones blanches, présence de services de l’État non encore accompagnés, grands projets – cf. précision ci-dessous).

Sur les zones blanches (cf. : définition ci-après) :

- Les structures existantes sur une autre zone géographique de la région, hors collectivité territoriale, devront fournir une attestation de structure (type AVE ou autre) mettant en exergue l’implication dans la clause sociale d’insertion et le portage de poste de facilitateurs ou de coordinateurs.
- Pour les structures émergentes : il s’agit pour la structure - réseau de l’emploi portant des compétences relatives à l’insertion ou collectivité territoriale - d’être présent sur la zone territoriale à couvrir et de justifier d’une implantation suffisante pour assumer ce rôle de facilitation.

Une liste précisant les documents à fournir dans le cadre de la remise de la candidature est définie en annexe⁷.

Focus sur la définition de zone blanche :

Est considéré comme « zone blanche » tout territoire non couvert par l’action d’un facilitateur ou faisant l’objet d’une couverture par un facilitateur « limitrophe » du fait de l’extension de son périmètre sur lesquels des besoins sont identifiés, ainsi que tout territoire dont les capacités de réponse des structures existantes sont insuffisantes au regard des besoins existants, et notamment en termes de couverture des marchés de l’État.

Sur les grands projets :

Des grands projets de rénovation urbaine, de réhabilitation (Bassin minier), de transports (Canal Seine Nord), Ligne TGV, ou les Jeux Olympiques et Paralympiques d’Hiver 2030 s’accompagnent d’un potentiel fort de développement des marchés réservés et des clauses sociales d’insertion. Ils nécessitent un effort de mise à disposition de facilitateurs le temps du projet, sans qu’une spécialisation par grand projet soit nécessaire pour autant, et en veillant autant que possible à la pérennisation de ces postes.

⁷ Annexe n°2

2- Projets éligibles

2-1- L'appréciation de l'éligibilité et de la recevabilité des projets :

Chaque porteur de projet devra mettre en évidence la cohérence de son projet au regard des attendus de cet appel à projets ainsi que sa pertinence au regard du besoin recensé sur son territoire d'action et selon les spécificités de ce territoire. Il devra également exposer la stratégie qu'il souhaite développer.

Chaque projet sera évalué sur :

- La qualité du diagnostic territorial mis à disposition dans le dossier de candidature et la clarté des objectifs visés ;
- Les postes préalablement financés sur des objectifs autres (JO ou autres financeurs) devront, pour être éligibles à la poursuite du financement, être réaffectés à la prise en charge des marchés de l'État et selon les priorités réaffirmées préalablement ;
- Une présentation motivée de la structure candidate sur la réorientation des moyens sur les marchés de l'Etat
- La capacité réelle à mettre en œuvre de manière opérationnelle le projet ;
- Une description de la maîtrise des risques relatifs aux éventuels conflits d'intérêts.

Outre les attendus déclinés dans le cadrage des postes de facilitateurs et coordinateurs (annexe 1), une attention particulière sera portée dans l'appréciation des projets au positionnement explicite sur une ou plusieurs missions déclinées ci-après :

Pour les coordinateurs régionaux : cf cadrage présenté en annexe 1

- **Région non encore dotée d'un coordinateur et dont le besoin est justifié ;**
- **Coordination des facilitateurs à l'échelle régionale ;**
- **Coopération avec le marché de l'inclusion, plateforme de sourcing de prestataires inclusifs**
- **Diversification des considérations sociales et des secteurs d'activité** mobilisés par la commande publique durable (environ 80% des ETP relèvent des secteurs du bâtiment, des travaux publics, du nettoyage, des espaces verts et du gardiennage) ;
- **Mobilisation des acteurs inclusifs** des territoires dont les SIAE, EA et ESAT ;
- **État des lieux des zones blanches** et accompagnement de l'émergence d'acteurs en capacité de porter la clause sociale d'insertion dans ces zones, augmentation de couverture des **nouveaux territoires** ;
- Encouragement de logiques de **coopération territoriale infra régionale et participation au réseau pour l'emploi** ;
- Mise en visibilité et communication sur l'offre de formation à destination des bénéficiaires de la clause sociale d'insertion présente sur le territoire.
- Relation avec les donneurs d'ordre compétents dans le cadre des marchés réservés sectoriels de niveau régional ou interrégional.

Pour les facilitateurs : cf cadrage présenté en annexe 1

- Priorisation à la **prise en charge des marchés publics de l'État, que ceux-ci soient passés au niveau ministériel ou interministériel**, et en lien avec ses programmes en diversifiant les secteurs et les considérations sociales. Sont visés :
 - Les marchés relevant du périmètre des administrations publiques centrales (APUC) une fois exclus les Organismes divers d'administration centrale (ODAC, correspondant aux établissements publics de l'État). Ce périmètre recouvre : les services centraux, les services déconcentrés et les services à compétence nationale (SCN) des ministères ainsi que les services directement rattachés aux institutions constitutionnelles (ex. Présidence de la République, Premier ministre, etc.) ;

- Les marchés relevant du périmètre des autorités administratives indépendantes (AAI) rattachées à l'Etat ;
- Les marchés relevant du périmètre interministériel portés par la DAE ou délégués à un ministère ou aux PFRA.
- Programmation de renouvellement Urbain (ANRU)
- **Mobilisation des acteurs inclusifs** des territoires dont les SIAE, EA, ESAT ;
- Mise en relation active entre les acheteurs et les acteurs du service public de l'emploi pour maximiser les heures clausées ;
- Construction de **parcours** de qualité, en lien avec les structures de l'insertion du territoire et par une réflexion menée avec les acteurs de la formation professionnelle et les membres du réseau pour l'emploi.
- Et si possible
 - Accompagnement des autres acheteurs publics présents sur le territoire ;
 - Le cas échéant l'accompagnement des acheteurs privés

Il est rappelé que cet appel à projets vise **la prise en charge des marchés de l'État** avec la consolidation **en ETP** du nombre de facilitateurs et la création de poste de coordinateurs régionaux pour les régions qui n'en sont pas pourvues et dont le besoin le justifie, la structuration de ces réseaux d'acteurs dans un but d'augmentation qualitative et quantitative des marchés publics incluant une considération sociale dont les marchés clausés, les marchés d'insertion et de qualification et les marchés réservés. Il vise également la professionnalisation des facilitateurs et des coordinateurs, ainsi que l'harmonisation des pratiques.

Ces projets doivent couvrir à minima 0,5 ETP et au besoin selon les projets, plus d'un ETP.

2-2- L'appréciation de la recevabilité des projets

Les dossiers devront être complets conformément à la liste des pièces justificatives définie en annexe 2. Les dossiers incomplets ne seront pas instruits.

2-3- Montage financier des projets

Les structures dépositaires s'engagent à **ne pas baisser les financements préexistants** sur les autres postes de facilitateurs (et de coordinateurs quand ils sont existants). **Cet appel à projet vise bien ainsi à consolider les postes financés par les AAP dont les conventions ont pris fin.** Il n'intervient pas en renfort des financements des postes déjà existants. **L'AAP permet le financement de chaque poste sur 1 an.**

Cet appel finance ces nouveaux ETP **à hauteur maximale de 70%** et encourage donc le cofinancement à hauteur de 30% minimum. En cas de salaire plus important versé par la structure porteuse, la part État de 70% par le biais de cet AAP, diminue mécaniquement.

Les collectivités territoriales déposant une candidature devront présenter un budget plafonné à 80% de financements État, tous financeurs État confondus, sur l'ETP identifié. Le financement par le biais de cet AAP reste plafonné à 70%.

Les sources de ces cofinancements devront apparaître dans les budgets déposés par les structures. Afin de faciliter ces cofinancements, la DREETS devra mettre en œuvre des tours de table de cofinanceurs tels que les EPA, services Politique de la ville et FSE de la DREETS⁸, collectivités territoriales, mais également des acteurs économiques telles que des entreprises engagées.

⁸ Fonds social européen

Ces tours de table permettront également de s'assurer de la non-substitution des fonds État aux financements existants, et de la coordination entre toutes les parties prenantes. Les structures dépositaires devront, en effet, **prendre l'engagement de ne pas baisser les financements des postes déjà existants.**

Focus sur la mobilisation du « FSE+ 21-27 » en cofinancement de la création de postes de facilitateurs ou de coordinateurs :

Les 30% de cofinancement attendus des porteurs de projets dans le cadre du présent appel à projets peuvent être constitués de crédits FSE+.

Le programme national FSE+ Emploi, inclusion, jeunesse, compétences prévoit, en effet, l'éligibilité des postes créés par cet appel à projets.

Rappelons que tout comme le présent appel à projets, le FSE+ fonctionne sur une logique de projet et nécessite l'apport de co-financements publics et/ou privés.

Pour mobiliser du FSE+ en contrepartie de l'AAP (et de fait, l'AAP en contrepartie d'un projet FSE) pour cofinancer la création de postes de facilitateurs ou de coordinateurs, une attention particulière doit être portée aux lignes de partage définies au niveau régional entre le FSE géré par l'État et celui confié en gestion à des organismes intermédiaires.

En effet :

- Les organismes intermédiaires FSE+ peuvent cofinancer un projet porté par un tiers ou porté par eux-mêmes si le périmètre du facilitateur correspond au territoire d'intervention de l'OI et si le sujet est prévu par la convention de subvention globale ;
- La DREETS peut mobiliser son enveloppe FSE+ si un appel à projets est prévu pour le financement d'actions à dimension régionale ou des actions de facilitateurs pour les territoires non couverts par un OI ou pour lesquels la subvention globale de l'OI ne prévoirait pas cette éligibilité.

Dans les deux cas, un plan de financement qui fait apparaître les co-financements mobilisés est présenté.

C. Pilotage du projet :

La date de début de dépôt des dossiers est fixée à la date de publication. La date de clôture de l'appel à projets est fixée au 15 juillet 2026 inclus.

1- Comitologie de l'appel à projets

Le cadrage de l'appel à projets est national et s'applique uniformément sur le territoire.

La sélection des lauréats et le suivi de la mise en œuvre des projets retenus sont réalisés à l'échelle régionale sous la responsabilité des DREETS avec les coordinateurs régionaux et l'appui des DDETS(PP) en lien avec les partenaires du territoire.

Elle sera appuyée par un **comité technique national** piloté par la DGEFP, et composé de la DAE et de représentants d'Alliance Ville Emploi (AVE). Ce comité intervient pour apprécier la candidature des structures nouvelles (i.e. qui candidatent pour la première fois). Il a également pour rôle le pilotage et le suivi de l'enveloppe financière.

2- Instruction des dossiers

L'analyse des projets déposés s'effectue par la DREETS en lien avec ses partenaires départementaux, régionaux et au regard des crédits disponibles.

Cette gestion des dépôts des dossiers de la publication de l'AAP et **jusqu'au 15 juillet 2026 inclus**, présente deux avantages :

- La possibilité pour le porteur de déposer un projet réaliste et réalisable au regard de sa capacité de montée en charge et du besoin constaté sur le territoire.
- La possibilité pour la DREETS de se rapprocher du coordinateur pour étudier la cohérence en termes de développement territorial des dossiers reçus, ou d'effectuer elle-même ce rôle en cas d'absence de coordinateur encore nommé sur son territoire.

La DREETS instruira les projets en prenant en considération une cible régionale de création de facilitateurs et coordinateurs régionaux.

3- Accompagnement des porteurs au montage de projet

Les DDETS, au niveau départemental, par la connaissance de leur territoire et des acteurs en présence, sont le premier interlocuteur des porteurs de projets⁹. Elles sont consultées en tant qu'expertes de leur territoire par les DREETS et peuvent accompagner le porteur au montage de son projet. Elles sont consultées dans le cadre des comités de sélection, sur la qualité du porteur, ainsi que dans le cadre des projets visant la couverture de zones blanches. Les DDETS veillent à l'équilibre de leur territoire, en termes de besoin, et entre les porteurs. Les DDETS font le lien avec les DDT sur les besoins des projets ANRU.

Outre la question de l'accompagnement des porteurs à la définition de leur projet si elle est sollicitée, la DDETS a un rôle de suivi territorial de la mise en œuvre de ces projets, au regard du prisme de ses priorités locales : nombre de marchés à couvrir, nombre d'acheteurs présents sur le territoire, secteurs en tension et pour lesquels la clause sociale d'insertion peut s'inscrire dans les solutions existantes.

La DREETS peut être sollicitée dans le cadre de l'accompagnement d'un projet commun porté par plusieurs acteurs.

En cas de coordinateur régional présent sur le territoire, celui-ci devra être sollicité en appui des DREETS et des DDETS.

Les structures souhaitant soumissionner à ce financement de postes de facilitateurs doivent se rapprocher du coordinateur régional pour définir ensemble le champ d'intervention à envisager en priorité (territoires, types d'acheteurs, grands projets). Le coordinateur travaille en étroite collaboration avec les services de l'État. Ses missions sont plus précisément décrites en annexe 1.

La question de la clause sociale d'insertion peut utilement intégrer le champ d'action des comités départementaux du réseau pour l'emploi (CDPE) et des commissions inclusion et IAE qui permettent la mobilisation des acteurs du service public de l'emploi dans un but de promotion de la clause sociale comme solution d'insertion, de fluidification du sourcing des publics éligibles aux heures d'insertion, et afin d'effectuer le lien avec les filières en tension sur les territoires.

⁹ La liste des interlocuteurs départementaux est publiée par chaque DREETS au moment du relais de cet AAP en local

D. Concrétisation du projet

Les DREETS et DDETS sont des interlocuteurs privilégiés tout au long de l'exécution de la convention et peuvent accompagner la structure à sa montée en charge avec l'appui du ou des coordinateurs de son territoire

1- Conventionnement

En cas de décision favorable, une convention sera conclue pour une durée de douze mois, reconductible en fonction des résultats obtenus par avenant annuel dans la limite de 3 ans sous réserve des crédits disponibles, entre la DREETS et la structure identifiée. Cette convention, rédigée en trois exemplaires, est conclue au plus tard dans les 15 jours à compter de la notification de la décision par la DREETS. Elle peut préciser une date d'effet, et comprend obligatoirement les éléments de compte-rendu de l'utilisation des fonds accordés qui devront être fournis par la structure titulaire.

Cette convention pourra, par exemple, couvrir une période allant du 01 octobre 2026 (date de fin de la convention triennale en cours) au 30 septembre 2027.

Cette convention précise également le contenu du projet, le calendrier prévisionnel, le montant de la subvention, les critères et le calendrier prévisionnel de déclenchement du versement de la subvention.

La convention prévoit aussi un dispositif d'évaluation, comprenant des indicateurs d'évaluation qualitatifs et quantitatifs de l'action financée qui conditionnent le renouvellement de la subvention les années suivantes. Le porteur de projet s'engage ainsi à fournir à la DREETS des bilans consolidés : un rapport intermédiaire et un rapport annuel.

Le bilan intermédiaire devra à minima indiquer :

Pour les ETP de facilitateurs :

- Nombre d'heures d'insertion dégagées par l'ETP subventionné (comparativement nombre d'heures clausées au total par le porteur, et au regard des heures dégagées l'année précédente) ;
- Le nombre de prises de contact effectuées par ce facilitateur auprès d'acheteurs du territoire ;
- Le nombre de marchés accompagnés ;
- La liste des acheteurs du territoire accompagnés
- Des informations qualitatives sur les secteurs et les porteurs accompagnés (statut, nombre de salariés...)
- Des informations qualitatives sur le parcours engagé par le bénéficiaire dans le cadre de la clause sociale d'insertion (caractéristiques du contrat, accessibilité à la formation...).

Pour les ETP de coordinateurs :

- Le nombre de structures portant les facilitateurs objet de la coordination
- Le nombre de sollicitations répondues ;
- Le nombre de mises en relations effectuées, notamment auprès des réseaux régionaux de la commande publique ;
- Le nombre de marchés accompagnés ;
- Un état des lieux du territoire des zones couvertes et des zones blanches ;
- Les modalités d'appui aux facilitateurs ;
- Le nombre de contrats de travail ;
- Le nombre de maîtrises d'ouvrage concernées ;
- Le nombre et la qualité de titulaires de marché.

Le conventionnement effectué au niveau régional définira plus précisément, selon les spécificités et besoins territoriaux, les attendus de ce bilan intermédiaire.

Le rapport annuel devra comprendre à minima les informations suivantes : nombre d'acteurs mobilisés, nombre de territoires concernés, volume des marchés (en nombre et en montant HT), typologie des acheteurs accompagnés, typologie des segments d'achat, nombre de bénéficiaires (en ETP), volume horaire d'insertion réalisé, typologie des bénéficiaires, nombre et qualité des structures inclusives mobilisées.

2- Versement de la subvention et évaluation

La DREETS suit la bonne exécution du projet. Elle effectuera la mise en paiement selon le conventionnement passé avec les titulaires.

La subvention est versée au bénéficiaire à la signature de la convention.

Le contrôle de la bonne exécution du projet s'effectuera selon les termes définis dans la convention liant la DREETS à la structure. L'évaluation reposera notamment sur des indicateurs de moyens et des indicateurs de résultats tel que définis ci-dessus. La décision de reconduction ou non des crédits se fondera sur le bilan annuel transmis par le porteur. Ce bilan devra donc permettre de déterminer l'atteinte des objectifs et devra être transmis 2 mois avant la date de terme de la convention.

Une coopération des facilitateurs et des coordinateurs avec l'équipe du marché de l'inclusion est attendue au bénéfice de l'accompagnement des acheteurs et des publics en insertion. Les facilitateurs et coordinateurs régionaux nouvellement nommés devront s'inscrire sur l'espace du Marché de l'Inclusion (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>). Sur cette plateforme de l'État, gratuite, ils pourront accompagner les entreprises attributaires à cartographier l'offre de prestataires inclusifs d'un territoire, relayer un appel d'offre ou une consultation afin d'identifier rapidement et simplement les bons prestataires en vue de la mise en œuvre d'une clause sociale.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage attendu des facilitateurs et coordinateurs

MISSIONS ET ACTIVITES DES COORDINATEURS DE CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le coordinateur joue un rôle pivot à l'échelle d'une région, il anime le réseau des facilitateurs, il identifie les zones territoriales et les besoins à couvrir, il permet l'essor de nouveaux acteurs pour couvrir les zones blanches, il est garant du bon équilibre entre facilitateurs et besoins sur son territoire.

Afin de mener à bien ces missions il réunit régulièrement les facilitateurs et définit avec eux les priorités en termes d'accompagnement des achats, de filières, de partenariats à développer, de formation des publics, etc...

Il a une vision globale sur les achats durables et leurs enjeux sur son territoire. Il assure un lien avec les plateformes régionales des achats de l'État, les réseaux régionaux de la commande publique, notamment les facilitateurs environnementaux, et plus largement les acteurs impliqués dans les achats durables.

Promotion du dispositif – Actions de sensibilisation

- Intervient auprès de tous les acheteurs potentiels de son territoire afin de promouvoir les dispositifs d'insertion dans la commande publique ;
- Assure la communication et la promotion du dispositif (manifestations extérieures, supports de communication adaptés au public visé, publication mensuelle, site internet, fiche descriptive, exposition, plaquette...);
- Recherche de financements.

Animation du partenariat territorial pour la réalisation de l'action d'insertion

- Anime et co-construit la coordination du réseau des facilitateurs ;
- Développe des achats responsables et des clauses sociales au sein des marchés publics (groupes de travail avec les facilitateurs et autres acteurs ...);
- S'assure de la fiabilité des données relatives aux coordonnées des facilitateurs sur le Marché de l'Inclusion en lien avec Alliance Villes Emploi ;
- S'assure que les facilitateurs de sa région se sont bien emparés du Marché de l'inclusion comme outil de sourcing inclusif ;
- Veille à la couverture de son territoire en termes de zone géographique et de besoin ;
- Permet et accompagne l'essor de nouvelles structures porteuses de facilitateurs lorsque cela est nécessaire ;
- Établit une cartographie des facilitateurs, acheteurs et besoins ;
- Appuie les acteurs locaux à la construction de parcours d'insertion de qualité en lien avec le service public de l'emploi, et en lien avec l'offre de formation présente sur le territoire et les financeurs de la formation ;
- Appuie les facilitateurs locaux dans l'assistance aux acheteurs publics pour l'introduction des clauses sociales, la planification des marchés clausés, et le suivi de la clause dans les opérations menées (suivi auprès des différents services concernés, programmation annuelle, bilans et communication) ;
- Applique un socle de référence partagé, recentré sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage des marchés et la sensibilisation à la commande publique socialement responsable dans le champ de l'insertion ;
- Établit un lien privilégié avec les plateformes régionales des achats de l'État, les réseaux régionaux existants de la commande publique, les structures inclusives et les acteurs pouvant développer des actions ou porter des dispositifs en lien avec la réalisation de clauses sociales d'insertion ;

- Développe la diversification des considérations sociales dans les marchés suivis.
- Établit un contact avec les services du Conseil régional et participe aux comités régionaux PIC IAE.

Conseil aux maîtres d'ouvrage

- Assure la répartition du suivi des marchés État vers les facilitateurs locaux ;
- Est l'interlocuteur premier des PFRA et des acheteurs de l'État en région ;
- Accompagne les grands projets supra territoriaux (ex. grand Paris, canal Seine Nord-Europe, ligne Lyon Turin, engagement du renouveau du bassin minier) grâce à une coordination régionale ;
- Oriente les acheteurs vers le facilitateur concerné ;
- Porte un regard d'expert sur les clauses sociales et les achats durables et conseille ;
- Accompagne les différents acteurs en cas de difficultés ou de blocages ;
- Co-organise un club d'acheteurs ou intervient dans les réseaux d'acheteurs existants.

Relation avec l'échelon régional des services déconcentrés du MTEI

Les DREETS s'appuieront sur les coordinateurs pour :

- **L'analyse du déploiement de la clause sociale au niveau régional** (identification des structures portant les postes de facilitateurs, repérage des zones blanches, etc.) ;
- **L'organisation et l'animation des comités de pilotage régionaux** (identification et invitation des facilitateurs locaux et autres partenaires, identification des sujets à traiter, transmission d'informations préalables, etc.) ;
- **L'accompagnement des lauréats de l'appel à projets** (appui des facilitateurs locaux dans leurs missions, identification des difficultés éventuelles, etc.) **et la couverture des zones blanches** (identification et soutien d'une structure locale)
- **La remontée d'informations quantitatives** sur la mise en œuvre de l'appel à projets (saisie des données des facilitateurs non équipés, consolidation des données transmises par les facilitateurs locaux, rédaction de bilans trimestriels et annuels, etc.). Les bilans quantitatifs qui seront transmis à la DREETS par le coordinateur régional se feront avec un décalage d'un trimestre (par exemple : le bilan transmis le 1er janvier 2026 détaillera les résultats au 1er octobre 2025) afin de permettre aux facilitateurs locaux de saisir et de vérifier l'ensemble des données réalisées au titre de la clause sociale. Ces données pourront être mises en perspective avec les données nationales consolidées par Alliance Villes Emploi.
- **La remontée d'informations qualitatives** sur la mise en œuvre de l'appel à projets (repérage des difficultés et pratiques inspirantes sur les territoires, etc.).
- **La mobilisation de l'écosystème de la clause sociale** (repérage de parties prenantes régionales, sensibilisation des acheteurs de l'État, promotion de la clause sociale au niveau régional, etc.).

Les **coordinateurs régionaux seront ainsi les interlocuteurs privilégiés des DREETS** concernant la mise en œuvre de l'appel à projets.

Évaluation du dispositif

- Organise un comité de pilotage régional avec la DREETS ;
- Collecte les données des structures, saisies le cas échéant sur le logiciel Clause, en lien avec le réseau Alliance Villes Emploi et les retranscrit en bilan transmis régulièrement à la DREETS ;
- Consolide et évalue les données régionales sur la clause sociale d'insertion et saisie des données pour les structures non équipées du logiciel Clause ;
- Le coordinateur réalise un suivi du dispositif par la mise en place de procédures de suivi et d'évaluation quantitative et qualitative (comités, tableaux...) par la mise en place de cartographies des acteurs mobilisés et des projet suivis ;
- Il transmet ces données au correspondant clause de la DREETS.

MISSIONS ET ACTIVITES DES FACILITATEURS DE CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le facilitateur joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des dispositifs d'insertion dans la commande publique (marchés classiques, marchés de partenariats, concessions). Sa mission relève d'une mission de service public et/ou d'intérêt général au service d'un ensemble d'acteurs publics et privés d'un territoire.

Il intervient en amont de la commande publique en promouvant le dispositif auprès des acheteurs potentiels et en les conseillant pour les choix des procédures, des opérations et des secteurs d'activités.

En aval de la passation, sa mission est d'identifier le dispositif le plus adéquat et de mettre en œuvre les clauses sociales d'insertion en informant et en accompagnant les entreprises, en établissant des partenariats territoriaux avec les acteurs de l'insertion, de la formation et de l'accueil et de l'orientation des publics pour construire l'offre d'insertion.

Il doit également en assurer le suivi afin de permettre l'évaluation quantitative et qualitative de sa mise en œuvre.

Promotion du dispositif – Actions de sensibilisation

- intervient auprès de tous les acheteurs potentiels de son territoire afin de promouvoir les dispositifs d'insertion dans la commande publique ;
- représente sa structure employeuse auprès des partenaires, sous la responsabilité de la directrice / du directeur.

Animation du partenariat territorial pour la réalisation de l'action d'insertion

- constitue et développe un large réseau de partenaires ;
- contribue à la construction de l'offre d'insertion sur le territoire et à sa mise en œuvre en rencontrant régulièrement ;
 - Les structures et organismes en charge de l'insertion et de l'emploi : France Travail, Mission Locale, Cap Emploi, CCAS, Services d'insertion, des Conseils départementaux, DREETS... ;
 - Les acteurs de l'Insertion par l'Activité Economique du territoire et du handicap (Entreprises adaptées et ESAT) ;
 - Les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) ;
 - Les branches professionnelles ;
 - L'ensemble des acteurs partenaires sur les questions d'emploi, d'accompagnement de formation professionnelle (OPCO, club d'entreprises, fondations, associations, ATPro, CEP, etc).
- identifie les publics en lien avec les organismes prescripteurs ;
- rencontre régulièrement et travaille en partenariat avec les autres facilitateurs de son territoire notamment à l'occasion d'un travail sur des marchés départementaux ou régionaux ;
- participe à l'élaboration de parcours de qualité (des parcours qui font sens au regard de la situation du bénéficiaire de la clause sociale d'insertion, de son projet professionnel, et au regard du secteur d'activité du marché, du nombre d'heures dégagées, du métier, et des formations disponibles),
- suit l'ensemble des marchés des opérateurs de l'État (selon la liste définie) sur le territoire concerné par la structure ;
- effectue une assistance aux acheteurs afin d'introduire des clauses sociales, de réaliser une planification des marchés clausés, et d'effectuer le suivi de la clause dans les opérations

menées (suivi auprès des différents services concernés, programmation annuelle, bilans et communication) – en lien avec le coordinateur régional ;

- conseille et accompagne les entreprises pour la mise en œuvre des actions d'insertion, en identifiant les publics cibles et en les aidant sur le volet du recrutement et de l'ingénierie de la formation, avec l'appui des partenaires de l'emploi et en cohérence avec les besoins des entreprises et l'atteinte des objectifs fixés ;
- conduit un suivi permanent, quantitatif et qualitatif des actions d'insertion (participation aux réunions de chantier, relance et suivi des entreprises...);
- participe aux réunions de suivi régional ;
- oriente les acheteurs de l'État vers le coordinateur régional.

Conseil aux acheteurs

- accompagne les acheteurs dans l'élaboration, la rédaction et la mise en œuvre du dispositif d'insertion ;
- analyse les secteurs d'activité et le marché de l'emploi pertinent pouvant justifier d'une démarche d'insertion et de la définition des modalités ;
- identifie les marchés ou (marchés classiques, marchés de partenariats, concessions) pouvant intégrer les clauses sociales, la durée et la partie du contrat concerné ;
- assiste les acheteurs (et, par extension leurs maîtres d'œuvres) afin de créer les conditions générales de la prise en compte des clauses sociales d'insertion ;
- reprend, dans la mesure du possible, les clauses sociales d'insertion des CCAG, qu'il complète, et adapte si besoin en prévoyant les dérogations appropriées.
- définit le volume de main d'œuvre par secteur d'activité, les métiers mobilisables, les qualifications recherchées ou non ;
- qualifie et quantifie les heures d'insertion ;
- identifie les acteurs mobilisables, leurs offres de services et leur capacité.

Information et accompagnement des entreprises

- informe et accompagne les entreprises dans la mise en œuvre des clauses sociales, pour le compte du maître d'ouvrage ;
- aide au choix des modalités de mise en œuvre des actions d'insertion ;
- élabore et propose une offre de services d'insertion ;
- analyse les contenus des emplois proposés et les compétences requises ;
- repère et mobilise les publics en lien avec le Service Public de l'Emploi ;
- mobilise les outils et services nécessaires facilitant la proposition et l'embauche de candidats : montage des actions de formation préalable à l'embauche, mobilisation de l'offre de service du territoire, mobilisation des actions de droit commun ou création d'une offre nouvelle ;
- suit en permanence l'exécution des engagements ; contrôle et évalue les résultats : rapport de réalisation, tableau de bord de suivi des objectifs d'insertion.

Évaluation du dispositif

- vérifie le respect des engagements ;
- réalise un suivi du dispositif par la mise en place de procédures de suivi et d'évaluation (comités, tableaux, ...);
- communique à l'acheteur les réalisations obtenues
- évalue l'impact de la démarche d'insertion, rédige des rapports de réalisation ;
- transmet des données de la clause sociale d'insertion au coordinateur régional ;
- participe à la démarche d'évaluation régionale et nationale (Alliance Villes Emploi réalise tous les ans une consolidation nationale des résultats de la clause sociale d'insertion).

Annexe 2 : Liste précisant les documents à fournir dans le cadre de la remise de la candidature

Pour les associations, les dossiers des candidats s'inscrivent dans le cadre du CERFA N°12156*06¹⁰ de demande de subvention et détaillent :

- le nombre d'ETP envisagé ;
- le budget annuel de la structure ;
- le budget annuel du projet mettant en avant les cofinanceurs.
- les rapports d'activité, compte annuels et rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.6612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel sont également nécessaires.

Pour les candidats ayant un autre statut qu'associatif leur candidature devra comprendre ces éléments sur papier libre.

Chaque candidat doit présenter le projet de sa structure et formuler une réponse à cet appel à projet en développant la stratégie qu'il souhaite mettre en œuvre. Il est nécessaire d'explicitier les volumes d'activité en termes de suivi de la clause sociale visés, prévisionnels et/ ou à développer (marchés de l'État ou liés à ces programmes comme le NPNRU, marchés publics locaux, marchés privés, ...)

Chaque candidat devra également transmettre un budget présentant un état de financement actuel des ETP de facilitateurs et de coordinateurs existants.

Enfin, chaque candidat est libre de transmettre tout document qu'il juge utile à l'instruction de son dossier.

¹⁰ Le CERFA est accessible sur le site service-public.fr.